

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT  
Réf. D.A.G.E./3 - FF

**ARRETE PREFECTORAL autorisant la  
société WOESTELANDT à exploiter une  
carrière à Nieurlet**

**LE PREFET DE LA REGION NORD-PAS-DE-  
CALAIS, PREFET DU NORD,  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU  
MERITE**

VU les dispositions du code de l'environnement;

VU la loi n° 93-3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières et ses décrets d'application n° 94-484, n°94-485 et n° 94-486 du 9 juin 1994 ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

VU le dossier de l'exploitant sollicitant la régularisation et l'extension de la carrière de Nieurlet ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2001 ordonnant l'ouverture de l'enquête publique du 20 août au 20 septembre 2001 ;

VU les avis exprimés lors de l'enquête publique ;

VU les avis exprimés lors de l'enquête administrative ;

VU le rapport du commissaire enquêteur ;

Le pétitionnaire entendu ;

VU le rapport en date du 16 décembre 2002 de Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;

VU l'avis rendu par la commission départementale des carrières réunie le 16 janvier 2003 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

**ARRETE:**

## CHAPITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

### **ARTICLE 1 – PORTEE DE L'AUTORISATION**

#### **1.1 – Activités autorisées**

La **Société CERAMIQUES WOESTELANDT** dont le siège social est situé à **NIEURLET**, 4, Route de Booneghem, ci-après désignée l'exploitant, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de **NIEURLET**, les installations suivantes visées par la nomenclature des installations classées :

Référence des unités	Libellé en clair de l'installation	Capacité	Rubrique de classement	A - D ou NC
Exploitation d'une carrière Affouillements du sol (à l'exception des affouillements rendus nécessaires pour l'implantation des constructions bénéficiant d'un permis de construire et des affouillements réalisés sur l'emprise des voies de circulation), lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils ont été extraits et lorsque la superficie d'affouillement est supérieure à 1 000 m <sup>2</sup> ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2 000 t	Exploitation à ciel ouvert d'une carrière d'argile sur une surface autorisée de 11,1391 ha et une profondeur maximale de 30 m	30 000 t/an et un volume maximal extrait de 300 000 m <sup>3</sup> (600 000 t). Date d'expiration de la présente autorisation : 31/12/2030	2 510-3	A

Le tonnage maximal annuel autorisé est de 30 000 tonnes/an pour l'extraction.

Le volume maximal extrait autorisé est de 300 000 m<sup>3</sup> (600 000 t) sur la durée de l'autorisation.

L'autorisation d'exploiter porte sur le périmètre PA constitué des parcelles 77, 1 011, 1 354, 110, 1 356, 111, 112, 113, 114, 115, 1 358 de la section B1 et la parcelle 1 372 de la section B4 et représente une superficie de 11,1391 ha. Il est repéré par le périmètre ABCD....T figurant sur le plan joint, qui constitue l'annexe 1 au présent arrêté.

A l'intérieur de ce périmètre, le périmètre voué à extraction PE porte sur les mêmes parcelles. Il est repéré par le périmètre 1 – 2 – 3 – 4..... - 21 figurant sur le plan joint qui constitue l'annexe 1 au présent arrêté.

Cependant, la largeur de la bande de terre séparant le périmètre PA du périmètre PE devra être de 20 m et non de 10 m comme indiqué dans le dossier de demande d'autorisation et sur le plan fourni en annexe 1.

### Parcelles et surfaces autorisées

N° section	N° parcelle	Surface de la parcelle
B1	77	1,6920
B1	1011	0,7430
B1	1354	1,8953
B1	110	0,9587
B1	1356	1,1400
B1	111	0,2530
B1	112	0,2620
B1	113	0,2070
B1	114	0,1853
B1	115	0,2450
B1	1358	0,7818
B4	1372 (partie Nord)	2,77600

Les matériaux extraits sont stockés sur la parcelle 77 sous un hangar de stockage.

La date d'expiration de la présente autorisation, qui inclut la remise en état, est fixée au 31/12/2030 pour la carrière.

L'extraction autorisée concerne l'argile et, est réalisée à sec au moyen d'engins mécaniques.

L'exploitation est conduite par gradins successifs de 3 m de hauteur maximale et de largeur de banquette 7,5 m minimum.

La remise en état du site consiste en un remblayage.

Elle sera achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

Les modalités d'exploitation et de remise en état sont fixées par les plans de phasage des travaux et de remise en état du site joints en annexe 2 au présent arrêté.

## **ARTICLE 2 – CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION**

### **2.1 – Contrôles et analyses**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des

prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Elle peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de la carrière. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

## **2.2 – Respect des engagements**

Sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et des dispositions réglementaires en vigueur, les installations sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation.

## **2.3 – Dispositions du Code de l'Urbanisme et du Code Forestier**

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire pour les ouvrages et édifices nécessaires à l'exploitation des installations visées à l'article 1.1 ; ces ouvrages et édifices restent soumis aux dispositions du Code de l'Urbanisme. Elle ne vaut pas non plus autorisation de défrichement.

# **CHAPITRE II – AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES**

## **ARTICLE 3 – INFORMATION DU PUBLIC**

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

## **ARTICLE 4 – BORNAGE**

Préalablement à la mise en exploitation des installations visées à l'article 1.1, l'exploitant est tenu de placer :

- 1) les bornes matérialisant les sommets du polygone et les alignements visuels nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'autorisation PA, tel que figurant sur le plan joint en annexe 1 au présent arrêté ;
- 2) un piquetage matérialisant les sommets du polygone et les alignements visuels nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'extraction PE tel que figurant sur le plan joint en annexe 1 au présent arrêté.

L'exploitant s'assure du maintien en place de l'ensemble de ces bornes, et assure, si nécessaire, leur réimplantation, jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

## **ARTICLE 5 – ACCES A LA VOIRIE PUBLIQUE**

Avant le début de l'exploitation, l'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

## **ARTICLE 6 – DECLARATION DE DEBUT D'EXPLOITATION**

Après la réalisation des aménagements prescrits ci-avant, aux articles 3 à 5, l'exploitant adresse au préfet en trois exemplaires, la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 23-1 du décret n° 77-1 133 du 21 septembre 1977. Elle est accompagnée du document attestant la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés au chapitre VII.

# **CHAPITRE III – CONDUITE DE L'EXPLOITATION**

## **ARTICLE 7 – REALISATION DU DEBOISEMENT ET DU DEFRICHAGE**

Sans préjudice des dispositions de l'autorisation correspondante, le défrichage des terrains est réalisé progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

## **ARTICLE 8 – DECAPAGE**

### **8.1 – Technique de décapage**

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

L'horizon humifère et les stériles, sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

### **8.2 – Patrimoine archéologique**

Un mois au moins avant le début des travaux de décapage et ce, pour chacune des phases d'exploitation, l'exploitant informe par courrier le Service Régional de l'Archéologie de la date et du lieu de début des travaux.

En application de l'article 14 de la loi du 27/09/1941, toute découverte fortuite d'objet fait l'objet d'une déclaration au Maire de la commune. Les objets trouvés sont conservés par l'exploitant ou le propriétaire des terrains, sous sa responsabilité, dans l'attente de la venue des représentants des services concernés.

Si des vestiges sont mis à jour lors des opérations de sondage ou d'exploitation, l'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour les préserver.

Une copie des courriers relatifs aux fouilles ou à la découverte de vestiges archéologiques sera adressée à l'inspection des installations classées.

## **ARTICLE 9 – EXTRACTION**

### **9.1 – Epaisseur d'extraction**

L'extraction est autorisée sur une épaisseur maximale de 30 m dont en moyenne 0,2 m de terres de découverte, 10 m d'argile « jaune du haut », 1,5 m d'argile « chicorée », 6 m d'argile « Tuff », 13 m d'argile noire.

Elle ne peut être réalisée au-dessous de la côte NGF de plus 25 m.

## **ARTICLE 10 – ETAT FINAL**

### **10.1 – Elimination des produits polluants en fin d'exploitation**

En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés par des installations dûment autorisées à les recevoir. Il incombe à l'exploitant de justifier de ces conditions de valorisation et/ou d'élimination.

### **10.2 – Remise en état**

L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

Sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter, la remise en état du site affecté par l'exploitation doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation (31/12/2030), et l'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée six mois au moins avant l'échéance de l'autorisation.

Conformément aux dispositions de l'étude d'impact, la remise en état comportera les principales dispositions suivantes :

- au fur et à mesure de l'avancement de la carrière de l'ouest vers l'est, l'excavation sera remblayée et recouverte d'une couche de 20 cm de terre végétale ;

- les produits de remblaiement seront constitués de refus de la Tuilerie (tuiles brisées), de l'argile jaune de la carrière impropre à la fabrication des tuiles, et si besoin, de matériaux extérieurs inertes (bétons, tuiles, briques, terres et granulats non pollués) ;
- au nord de la carrière, les gradins d'excavation situés au-dessus du niveau du remblaiement seront remodelés en pente douce et stable ( $< 30^\circ$ ), puis recouverts de terre végétale ;
- les surfaces remblayées seront remises en pâture avec haies de séparation ; le talus nord sera reboisé avec des essences locales ; les haies existantes seront déplacées au fur et à mesure vers des parcelles non touchées par l'exploitation ;
- l'ensemble du périmètre de la carrière fera l'objet d'un aménagement paysager sur une bande de largeur 20 m. La partie de la carrière située à l'Ouest d'une ligne située dans le prolongement vers le Nord du point P du périmètre PA (au niveau de la parcelle n° 76) sera reboisée avant fin 2003.

### **10.3 – Remblayage de carrière**

Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Il ne peut avoir lieu que sur les parcelles constitutives du périmètre PE visé à l'article 1.1.

La méthode de remblaiement devra permettre un bon drainage des eaux de pluie sur l'ensemble du site. L'eau sera collectée par des petits fossés.

Les matériaux extérieurs sont préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.

Les matériaux ne sont pas bennés directement en fond de fouille. Avant enfouissement, ils subissent un examen visuel et un tri qui permettent de déceler les éléments indésirables (bidons, fûts, ferrailles,...).

Une benne pour la récupération des refus est présente sur le site.

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriées la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

### **10.4 - Stabilité**

L'exploitant est tenu de fournir une étude de stabilité sur l'ensemble de la carrière. Cette étude doit permettre de conclure sur la stabilité des pentes de la carrière en phase d'exploitation et dans leur configuration de remise en état. Cette étude devra être fournie à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

## CHAPITRE IV – SECURITE DU PUBLIC

### **ARTICLE 11 – CLOTURES ET ACCES**

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert, notamment l'accès aux fronts en cours d'exploitation, est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

### **ARTICLE 12 – ELOIGNEMENT DES EXCAVATIONS**

Les bords de l'excavation de la carrière sont tenus à une distance horizontale d'au moins 20 m des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur cette hauteur.

## CHAPITRE V – PLANS

### **ARTICLE 13 – PLANS**

Un plan à l'échelle 1/500<sup>e</sup> (maximum) est établi.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter, ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques, et s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales ;
- les bornes déterminant le périmètre d'autorisation, le piquetage déterminant le périmètre d'extraction et le(s) borne(s) de nivellement visés à l'article 4 ;
- les pistes et voies de circulation ;
- les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte, ... ;
- les installations fixes de toute nature : hangar, bascules, locaux, .....



Ce plan est mis à jour au moins une fois par an, et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE VI – PREVENTION DES POLLUTIONS**

### **ARTICLE 14 – LIMITATION DES POLLUTIONS**

La carrière est exploitée et remise en état de manière à limiter son impact sur l'environnement, notamment par la mise en œuvre de techniques propres.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols, et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières, ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

La piste de sortie de la carrière en béton et macadam doit être maintenue propre.

Si besoin, l'exploitant organise le lavage des roues des véhicules sortant de la carrière.

Le chargement des véhicules sortant du périmètre autorisé PA visé à l'article 1.1 doit être réalisé dans le respect des limites de Poids Total Autorisé en Charge (PTAC) et Poids Total Roulant Autorisé (PTRA) fixées par le Code de la Route.

### **ARTICLE 15 – PRELEVEMENT, REJET ET POLLUTIONS ACCIDENTELLES DES EAUX**

#### **15.1 – Prévention des pollutions accidentelles**

**15.1.1** – Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 l ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 l.

La capacité de rétention ne peut pas être vidangée gravitairement ou par pompe à fonctionnement automatique.

**15.1.2** – Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés, et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

## **15.2 – Prélèvements d'eau au milieu naturel**

La carrière n'utilise pas d'eau pour son fonctionnement (y compris aucune eau sanitaire).

## **15.3 – Rejets d'eau dans le milieu naturel**

### **15.3.1 – Eaux de procédés des installations**

La carrière ne rejette aucune eau de procédé.

Si l'exploitant met en œuvre le lavage des roues des camions sortant de la carrière, ces eaux doivent être intégralement recyclées.

### **15.3.2 – Eaux pluviales**

Avant le début de l'exploitation, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement externes d'atteindre la zone en exploitation, est mis en place à la périphérie de la carrière.

Les eaux pluviales de ruissellement sur les flancs de la carrière sont recueillies en fond de carrière. Elles sont pompées (débit maximal de 20 m<sup>3</sup>/h) pour être rejetées via le réseau eau pluviale de la commune dans la rivière de Booneghem au sud de la carrière.

Les eaux doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement afin de respecter les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5;
- la température est inférieure à 30°C ;
- les matières en suspension totale (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 h ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Les valeurs limites doivent être compatibles avec les objectifs de qualité du milieu récepteur, les orientations du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, et la vocation piscicole du milieu.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

L'émissaire est équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

Un contrôle des eaux rejetées est effectué une fois par an sur les paramètres suivants : débit, pH, température, MEST, DCO, HCT.

### **15.3.3 – Les eaux vannes**

Aucune eau domestique n'est générée sur la carrière.

### **15.4 - Entretien des engins**

Aucune opération d'entretien d'engins ou de remplissage de réservoirs n'est autorisée sur le site de la carrière.

### **15.5 - Interdiction de stockage de matériaux sur la carrière**

Le stockage de matériaux ou déchets en provenance de la tuilerie exploitée par la Société WOESTELANDT Route de Booneghem à NIEURLET, sur le site de la carrière est interdit, à l'exception de la parcelle 77 de la section B 1 sur laquelle le stockage de produits finis (tuiles) et de matériels pour la tuilerie en attente de réutilisation est toléré. L'exploitant prend toute disposition pour prévenir une pollution du site par d'éventuelles fuites de produits polluants provenant du matériel stocké. En particulier tout matériel stocké doit être vidangé et décontaminé avant son entrée sur la parcelle 77.

## **ARTICLE 16 – POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

### **16.1 – Principe**

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

## **ARTICLE 17 – LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

## **ARTICLE 18 - LIMITATION DES DECHETS**

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs sont conservés 3 ans.

Les déchets sont stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (envols, infiltrations,...).

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

## **ARTICLE 19 - BRUITS ET VIBRATIONS**

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage, ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

### **19.1 - Bruits**

Les dispositions relatives aux émissions sonores des carrières sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **19.1.1 - Définition des niveaux acoustiques**

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Point de mesure	Niveaux limites admissibles de bruit en dB (A)
	Période allant de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés
En limite de propriété	60

La carrière n'est pas exploitée la nuit, ainsi que les dimanches et jours fériés.

Les émissions sonores de l'exploitation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés
Supérieure à 35 dB (A) et inférieure ou égale à 45 dB (A)	6 dB (A)
Supérieure à 45 dB (A)	5 dB (A)

### **19.1.2 - Contrôles**

L'inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

### **19.1.3 – Mesures périodiques**

L'exploitant fait réaliser, au moins tous les 3 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

Préalablement aux campagnes de mesures, l'exploitant soumet pour accord à l'inspection des installations classées le programme de celles-ci, incluant notamment toutes précisions sur la localisation des emplacements prévus pour l'enregistrement des niveaux sonores. Ces emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée. Les résultats de l'interprétation des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans les deux mois suivant leur réalisation.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation à compter du 22 octobre 1989, doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 95-79 du 23 janvier 1995.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc....) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

**19.1.4 –** Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

## **ARTICLE 20 – MODE DE TRANSPORT**

L'entrée de la carrière (route de Booneghem) est munie d'une piste en dur (béton et macadam).

Les bennes apportant des matériaux sur la carrière, (ex : terres pour remblaiement) ne devront pas être à l'origine d'envol de poussières ou de particules sur la voie publique.

## **CHAPITRE VII – GARANTIES FINANCIERES POUR LA REMISE EN ETAT**

### **ARTICLE 21 – MONTANT**

La durée de l'autorisation est divisée en 5 périodes quinquennales, et une période de 3 ans.

A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état joint en annexe II au présent arrêté présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état des installations autorisées et de leurs installations connexes est de :

Période considérée	Montant de la garantie financières en euros (TTC)
Date de notification du présent arrêté d'autorisation au 31/12/2005	29 538 euros TTC
01/01/2006 au 31/12/2010	29 538 euros TTC
01/01/2011 au 31/12/2015	29 538 euros TTC
01/01/2016 au 31/12/2020	29 538 euros TTC
01/01/2021 au 31/12/2025	29 538 euros TTC
01/01/2026 au 31/12/2030	29 538 euros TTC

### **ARTICLE 22 – NOTIFICATION**

L'exploitant met en place avant le début de l'exploitation, les aménagements prévus aux articles 3 à 5 du présent arrêté. Dès que ces aménagements ont été réalisés, l'exploitant adresse au préfet la déclaration de début d'exploitation visée à l'article 6 du présent arrêté, et le document établissant la constitution des garanties financières dans la forme définie par l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié.

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées la valeur de l'indice TP01 établi à partir d'un ouvrage faisant foi à la date de la notification de cet arrêté préfectoral dans un délai d'un mois après celui-ci.

### **ARTICLE 23 – RENOUELEMENT**

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins six mois avant leur échéance.

## **ARTICLE 24 – ACTUALISATION DU MONTANT**

Le montant des garanties financières est actualisé à chaque période visée à l'article 21 et compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à celles mentionnées à l'article 21, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivants l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état, et une modification du montant des garanties financières. Cette demande sera accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

## **ARTICLE 25 – ABSENCE DE GARANTIES FINANCIERES**

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514-1 1.3° du Code de l'Environnement.

Pendant la durée de la suspension de fonctionnement, l'exploitation est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

## **ARTICLE 26 – APPEL AUX GARANTIES FINANCIERES**

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions applicables à cette exploitation de carrière - terril en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme aux prescriptions applicables à cette exploitation.

## **ARTICLE 27 – REMISE EN ETAT NON CONFORME**

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions de l'article L 514-11 du Code de l'Environnement.

## **CHAPITRE VIII – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

### **ARTICLE 28 – DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

En particulier, le droit de disposer des matériaux reste régi par des dispositions du Code Civil.

### **ARTICLE 29 – HYGIENE ET SECURITE DES TRAVAILLEURS**

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

### **ARTICLE 30 – DECLARATION DES ACCIDENTS**

L'exploitant est tenu à déclarer « dans les meilleurs délais » à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

### **ARTICLE 31 – MODIFICATION DU DOSSIER**

Tout projet de modification des conditions d'exploitation des installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **ARTICLE 32 – CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Le changement d'exploitant des installations visées au présent arrêté, est soumis à autorisation préfectorale préalable.

Le dossier de demande adressé à Monsieur le Préfet comprend notamment :

- une demande signée conjointement par le cessionnaire et le cédant ;
- les documents établissant les capacités techniques et financières du cessionnaire ;
- la constitution des garanties financières par le cessionnaire ;
- l'attestation du cessionnaire du droit de propriété ou d'utilisation des terrains.



### **ARTICLE 33 – ARRET DEFINITIF DES TRAVAUX**

En fin d'exploitation ou s'il est envisagé d'arrêter définitivement les travaux et six mois au moins avant, soit la date d'expiration de l'autorisation, soit la date de fin de remise en état définitive des lieux si elle lui est antérieure, le bénéficiaire de la présente autorisation notifie au préfet l'arrêt définitif de son installation, en joignant un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et comportant en particulier :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site le cas échéant ;
- la dépollution des sols et des eaux souterraines le cas échéant ;
- l'insertion du site de la carrière dans son environnement ;
- la surveillance éventuelle à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

Ce mémoire explicite le respect des prescriptions en matière de remise en état applicables à cette carrière définies dans les actes préfectoraux la réglementant.

L'exploitant peut déclarer, dans les mêmes conditions que celles précisées ci-avant, l'arrêt définitif d'une partie de son site autorisé lorsqu'il y procède à la remise en état définitive des lieux.

La déclaration d'arrêt définitif d'une partie du site autorisé, soumise à la police des carrières en application de l'article 107 du Code Minier, est obligatoire avant toute utilisation de la partie du site pour une activité autre que celles soumises à ladite police des carrières.

### **ARTICLE 34 – SANCTIONS**

Sans préjudice des sanctions de toutes natures prévues par les règlements en vigueur, toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible de sanctions prévues par le Code de l'Environnement (Livre V – Titre I).

### **ARTICLE 35 – PUBLICITE**

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire.

Une copie est déposée à la Mairie de NIEURLET, pour y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la Mairie de NIEURLET, procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins de Monsieur le Maire de la commune de NIEURLET.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une ampliation de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal, général ou régional ayant été consulté.

Un avis est inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département ou tous les départements intéressés.

### **ARTICLE 36 - VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, devant le Tribunal Administratif de LILLE.

Dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation prescrite par l'article 7 pour l'exploitation de carrière.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 37 - EXECUTION**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord, Monsieur le Maire de Nieurlet, Monsieur l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont l'ampliation sera adressée à Monsieur le Sous-Préfet de Dunkerque, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, Monsieur le Chef de service départemental de l'architecture, Messieurs les directeurs départementaux de l'Equipement, de l'Agriculture et de la forêt et des Affaires sanitaires et sociales.

Fait à LILLE, le 6 mars 2003

LE PREFET,  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général Adjoint



Christophe MARX

Pour ampliation  
P/Le Chef de Bureau Délégué

Fabrice FALVO